

AIFRIS - avril 2009- Hammamet

***Le développement durable peut-il être un horizon dans la formation
des travailleurs sociaux ?***

***Comment le concept de Développement durable interpelle-t-il nos pratiques
d'enseignement dans la formation sociale ?***

Anne-Donatienne Hauet - Sylvie Louant

Haute Ecole "ICHEC - ISC Saint Louis - ISFSC"

Le développement durable peut-il être un horizon dans la formation des travailleurs sociaux ?

Table

EN GUISE D'INTRODUCTION ...

COMMENCER PAR SE POSITIONNER ...

POURSUIVRE PAR LES DÉFINITIONS ...

CRITIQUER LE MODELE, MONTRER LES RESERVES OU LES CONDITIONS ...

- *Les constats et les critiques*
- *Les horizons, les conditions et les questions*

COUP D'ŒIL SUR NOTRE CONTEXTE DE FORMATION DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

- *Les étudiants de l'ISFSC*
- *Le contexte global des sociétés occidentales*
- *Des tensions dans le champ de l'éducation et de la formation*

TRACES ET QUESTIONNEMENTS À PROPOS

DU DEVELOPPEMENT SOUTENABLE ET DESIRABLE DANS LA FORMATION SOCIALE

- *Retour sur la démocratie : bonheurs et malheurs d'un concept*
- *Réhabilitation et structuration de la méthodologie du "dissensus"*
- *Retour sur la démocratie : construction du sujet politique et enseignement*

Bibliographie

Nous remercions vivement les auteurs qui nous ont continuellement inspirés :

Michaël Singleton, en particulier

- Critique de l'ethnocentrisme - Parangon - 2004

- Syllabus du DES en Développement, environnement et population - UCL 2002

Jacques Rancière, en particulier

- La haine de la démocratie - La Fabrique - 2005

- Au bord du politique - Folio Essai 1998

Marcel Gauchet, en particulier

- La démocratie contre elle-même - Tel - 2002

Daniel Innerarity : La démocratie sans l'Etat. Essai sur le gouvernement des sociétés complexes - Climats 2006

Serge Latouche, en particulier

- Le pari de la décroissance - Fayard - 2006

Christian Jacquiau : Les coulisses du commerce équitable. Mensonges et vérités sur un petit business qui monte - document Mille et Une Nuits - 2006

Michel Conan : L'évaluation constructive des politiques publiques - Aube Eds - 1998

Pour ce qui concerne les définitions du DD, nous avons largement pioché dans le Rapport Fédéral sur le Développement Durable (Belgique 2005) Bureau du plan; et dans les documents publiés par la CE.

Le développement durable doit-il et peut-il être un horizon dans la formation des travailleurs sociaux ? Comment le concept de Développement durable interpelle-t-il nos pratiques d'enseignement dans la formation sociale ?

AIFRIS 2009- Hammamet

Anne-Donatienne Hauet et Sylvie Louant
Enseignantes en Haute Ecole (ICHEC-ISC Saint Louis-ISFSC)

L'objet de notre communication ...

Notre réflexion interroge la possibilité d'introduire dans les contenus et dans les formes de notre enseignement en formation sociale le concept de développement durable (nous préférons développement soutenable ou, tel qu'il commence à se dire, développement désirable). Ce développement soutenable repose sur une interaction forte entre trois "piliers" : la société (les populations), le développement (les échanges économiques), l'environnement (les ressources et le milieu de vie). Nous pensons qu'une telle interaction peut être un horizon dans la formation des travailleurs sociaux si -et seulement si-, elle est vigoureusement et radicalement enchâssée dans un *processus démocratique* qui tient compte de tous les acteurs concernés. La méthodologie du *dissensus* est celle mise en évidence et choisie pour s'engager dans ce processus démocratique. Dès lors, l'objectif d'une telle formation en travail social est celui de la construction du *sujet politique*.

EN GUISE D'INTRODUCTION ...

On en parle partout, pas un programme politique qui ne s'en revendique, pas un lobbying qui ne s'en empare; il est entré dans la publicité de certains produits, il ressemble au slogan à la mode voire parfois à un slogan mondain, le développement durable semble avoir la cote.

Dans un contexte de crise financière, de difficultés économiques s'amoncelant sur l'horizon mondial et de catastrophes écologiques "dites naturelles" ¹ annoncées et amorcées, il devenait difficile de ne pas réfléchir à ce qui se présente comme le sésame ouvrant aux solutions des problèmes, quelque chose capable -de surcroît- de fédérer les efforts de militants conscients et engagés dans la transformation des comportements, des mentalités et des systèmes toxiques à l'humanité.

Dès lors, comment le message du "développement durable" peut-il ou doit-il interpeller nos pratiques de formateurs en travail social d'autant que l'on sait que l'intervenant du social est confronté aux multiples vulnérabilités.

Notre réflexion s'exerce en deux temps : l'examen du concept et sa critique représente le premier temps de notre travail. Le second temps entreprend une traduction en terme de pratique sociale et par le fait même d'implication pour la formation initiale (bachelier) des travailleurs sociaux à Bruxelles, que nous situerons brièvement.

¹ Danielle Maltais (Québec) démontre fort bien que nombreuses catastrophes sont directement liées à l'activité humaine. Hammamet 2009

COMMENCER PAR SE POSITIONNER ...

Outre l'omniprésence du concept dans les discours politiques et les politiques publiques, dans les projets du secteur associatif ou des ONG internationales, il convient d'évoquer nos motivations personnelles à traiter de la question du DS dans la formation des AS.

Trois types d'ancrage peuvent être relevés et, si la communication (orale ou écrite) nous contraint à les citer successivement, il faudra considérer que leur interaction a construit le cadre qui produit notre question. Cette évocation ne suit pas une échelle d'importance mais révèle tantôt les opportunités tantôt des préoccupations persistantes qui ont contribué à construire notre question.

Une première motivation est liée à une opportunité d'ordre institutionnel. Elle touche tous les pays d'Europe concernés par les accords de Bologne et la restructuration de l'enseignement supérieur, les formations et titres des diplômés. Chaque institution se re-positionne dans ce contexte modifié et revisite l'organisation et les contenus des cursus de formation. C'est le cas dans notre propre HE où divers groupes de travail préparent les évolutions nécessaires.

On comprendra facilement que notre seconde motivation trouve dès lors une stimulation renforcée puisqu'elle porte directement sur les changements des terrains de l'intervention sociale. Tantôt par le biais de nos expériences avec le monde professionnel, tantôt par le biais des pratiques de terrain de nos étudiants, il nous a semblé -comme à beaucoup d'intervenants sociaux- que les pratiques sociales sont en pleine mutation. L'orientation des politiques publiques est évidemment un facteur premier mais les évolutions de la réflexion méthodologique -quoique parfois lentes ou pleinement déstabilisées- constituent une dimension non négligeable. Ainsi, les approches communautaires ou de développement local paraissent prendre une place renouvelée dans le paysage des méthodologies après une période où ces pratiques semblaient s'être amenuisées.

Enfin, notre souci pour les logiques d'intervention intégrant les dimensions socio-politiques et anthropologiques trouvent aussi leur origine dans notre expérience personnelle. Nous avons vécu à l'étranger. L'une a connu dix années en Equateur où elle a l'expérience de la vie quotidienne aussi bien que celle du travail dans les communautés villageoises et urbaines.

L'autre a vécu près de quatre ans en Afrique de l'Ouest où elle a enquêté sur les cultes de guérison traditionnels; et est diplômée en Développement et en anthropologie.

Nous avons, l'une comme l'autre, expérimenté les difficultés sur le terrain de certains projets de développement pourtant séduisants sur le papier.

POURSUIVRE PAR LES DÉFINITIONS ...

C'est, entre autre, *"pour corriger les effets pervers et contre-productifs des programmes de développement qu'a émergé le concept de Développement Durable"* ².

Le "principe du développement" qui émerge dans la foulée des indépendances est initialement conçu par le Nord pour le Sud sur le mode du "rattrapage" du développement du Nord par un Sud sous-développé. Ce rattrapage prend la forme de l'industrialisation. Les politiques d'industrialisation ont provoqué d'importantes "brisures" au Sud en terme de vie sociale et de liens traditionnels, de formes

² Jacquiau Ch., "Les coulisses du commerce équitable. Mensonges et vérités sur un petit business qui monte", document Mille et Une Nuits, mai 2006, p.29

de production et d'échanges. Apparemment, le "développement soutenable" en raison de l'idée d'une meilleure adéquation des projets tant aux besoins des populations, qu'à leurs ressources et à la faisabilité de tels projets en temps et en moyens, devrait suspendre les logiques volontaristes de programmes de développement désirés par le Nord pour le Sud.

Cependant, tentative "réparatrice", le DD contient ses propres hiatus. Pour seul exemple, le critère de la question de la justice et de la justesse pour tous ne reçoit pas, de notre point de vue, un traitement adéquat. Nous y reviendrons.

Telle que l'a définie en 1987 la Commission BRUNTLAND, "le DD ou DS³ est un développement susceptible de satisfaire aux besoins d'une génération sans compromettre les chances des générations futures de satisfaire aux leurs". Il impliquerait, dès lors, non seulement une perspective dans le temps, un lien intergénérationnel mais encore la responsabilité et le principe de précaution. Il implique aussi une réflexion qui articule "Société (soit la population), environnement et économie". Ceci suppose :

- la responsabilité mondiale de tous et particulièrement des pays riches;
- la double équité, au sein de la génération d'aujourd'hui et entre celle-ci et celles de demain;
- l'intégration des composantes économique, sociale et environnementale du développement;
- la précaution contre les risques majeurs et la nécessité de mesures préventives;
- la participation des citoyens.

Par ailleurs, en Belgique, le troisième rapport fédéral sur le DD met l'accent sur l'évolution saine des modes de vie et l'instauration d'un usage équilibré de trois types de capitaux⁴ :

- humain qui recouvre niveau de vie, santé, connaissances et compétences de la population
- environnemental qui inclut les ressources naturelles et la biodiversité
- économique qui englobe production, équipements, technologies et patrimoine financier.

Ce même rapport confirme que les perspectives du DD à venir doivent concerner prioritairement :

- l'éradication de la pauvreté
- la protection et la bonne gestion des ressources naturelles
- le changement des modes de consommation et de production

Le DS serait une échelle de valeur, un cadre éthique comportant des références comme :

- la justice sociale
- la prudence écologique
- l'efficacité économique
- la diversité culturelle
- la solidarité intergénérationnelle
- l'aménagement équilibré de l'espace
- la citoyenneté et la concertation

"Il exigerait une gestion du temps et de l'espace, des flux de matières et d'informations et viserait à recréer des liens sociaux"⁵. Il forme avec les droits Humains qui lui sont étroitement corrélés l'axe fort du XXI^{ème} siècle.

³ Le débat sur l'appellation "développement durable" ou "développement soutenable" existe dès la naissance du concept. La désignation anglaise est "sustainable développement". Nous maintenons DD lorsque nous nous référons à des discours écrits ou oraux. Nous utilisons DS lorsque c'est nous qui parlons.

⁴ Rapport fédéral sur le développement durable 2005 - Belgique

CRITIQUER LE MODELE, MONTRER LES RESERVES OU LES CONDITIONS ...

Ce cadre apparaît prometteur. Les mots sont-ils sans équivoque et le propos sans impasse ? Comment est-il capté et partagé par des groupes d'acteurs fort diversifiés ?

Les politiques ou modèles de développement ont été à posteriori vivement critiqués. L'essentiel de la critique a porté sur les logiques néocoloniales qui les habitent mais aussi sur les destructions des économies locales, de l'environnement et des cultures indigènes que ces programmes ont pu entraîner. Plusieurs auteurs aujourd'hui (tels *CHRISTIAN JACQUIAU*, *SERGE LATOUCHE*, *MICHAEL SINGLETON*) dénoncent encore l'imposture travestie du DD auquel pourrait s'appliquer les mêmes reproches qu'aux autres politiques de développement.

Il n'est pas dans notre intention de masquer ou de nier les problèmes, les inadéquations majeures ou les déséquilibres graves que ces modèles ont provoqués. Les conséquences catastrophiques ont été dénoncées et devaient l'être. Les politiques de développement ont, de surcroît et sans aucun doute, véhiculé l'occidentalisation du monde, propagé les logiques du "Nord" sur la surface de la terre. Nous ne contestons pas cela mais nous demeure néanmoins quelques questions. C'est pourquoi, il ne nous semblait guère possible d'examiner en quoi et comment le DD pouvait se révéler productif pour notre enseignement dans une formation sociale sans passer par sa critique et permettre de mieux baliser la compréhension et l'usage qui pourraient en être fait.

- *Les constats et les critiques*

- L'omniprésence du concept : La généralisation du concept dans les programmes de tous les bords politiques a de quoi interpellier. Le concept ni surtout son usage ne sont clairement définis au sein de ces différentes tendances politiques. Par ailleurs, résonnant presque tintinnabulant joyeusement de principes séduisants (la lutte contre la pauvreté, la justice sociale, le souci écologique, la citoyenneté ...), il paraît se rendre inattaquable. Il peut se poser en nouvelle religion et il deviendrait indigne, le signe d'un esprit retors et trop systématiquement conflictuel de le critiquer ou pire de le rejeter, lui, ce concept propulsé à l'unanimité au faite du politiquement correct.

- L'engouement pour le DD procède d'un credo qui maintient occultées les dynamiques mises en jeu par ce nouveau principe. Supporté autant à gauche qu'à droite, le DD apparaît pourtant fonctionner en dissimulant des enjeux de notre développement, de ces conséquences ou des tensions qu'il produit. Le DD joue ainsi comme une fausse fin des conflits et leur négation. Le "nouveau développeur" doit -simplement- faire en sorte que l'entreprise respecte les nouvelles normes de qualité et d'environnement. De façon assez paradoxale, cet aménagement écologique n'engage pas certains acteurs à un meilleur souci des conditions de travail des personnes "locales". Se préoccuper de la dégradation du milieu de vie paraît suffire.

La posture permet alors de continuer à produire (y compris n'importe quoi) mais en évitant les conflits sociaux ou les polémiques avec les consommateurs somme toute trop participatifs. Selon la critique de C. Jacquiau, *"le développement durable est la conciliation de la croissance et de la protection de l'environnement. Il n'est ni utopique ni même contestation mais la condition de survie de l'économie de marché"*⁶.

⁵ Notion de développement durable : www.ac-versailles.fr

⁶ Christian Jacquiau : Les coulisses du commerce équitable. Mensonges et vérités sur un petit business qui monte - document Mille et Une Nuits - 2006

▪ Ce "modèle souple" intégrant tant de dimensions (humaines, environnementales et économiques) doit, *forcément*, être tantôt *bon* pour les uns; tantôt *suspect* pour les autres.

En effet, le concept est fluide, relativement labile. Cette souplesse participe de l'enthousiasme et de l'adhésion malgré et aussi certainement *parce qu'il paraît* s'offrir à n'importe quelle interprétation et instrumentalisation. D'aucuns ne s'en privent guère accolant le qualificatif "durable" à tout et n'importe quoi.

L'équivoque de l'expression "DD" paraît garantir son succès, y compris, voire surtout, dans les négociations internationales. Mais, l'équivoque de l'expression "développement durable" ne peut mener à une paresse de pensée où "puisque le développement est proclamé durable", il serait sans effets négatifs et pourrait être consacré comme un modèle absolu, généralisable sur la surface du globe.

Les questions subsistent : qui est consulté ? Qui peut se permettre une évaluation? Qui définit le juste, le bon, l'utile, le nécessaire, le possible ? Cependant, dans un sens comme dans l'autre, n'allons pas trop vite en besogne. La fluidité du concept est bonne. De notre lecture des rapports et circulaires, le DD se présente bien moins comme un modèle que comme une boîte à outils, contenant des éléments indicateurs, des orientations. Ainsi, de fait, sa définition autorise des interprétations et des adaptations mais pas n'importe lesquelles. Il revient aux porteurs de projets et aux observateurs de maintenir le niveau d'exigence critique élevé et de soutenir les critères qui garantissent la qualité et l'équité.

▪ Le DD comme la mondialisation déplace le niveau de l'action et de la réflexion du local au global et vice versa : La question des "biens communs" -tels l'eau, l'air ...- dont la protection serait directement visée par le DD, la production et la gestion des énergies renouvelables et non renouvelables, la mondialisation de l'économie, le développement des télécommunications, mais bien d'autres éléments encore à citer dans le désordre sont autant de facteurs qui ont conduit la réflexion sur l'agir à un mouvement d'aller et retour continu du niveau local au global et du global vers le local; un peu comme si la conceptualisation de l'un et de l'autre, leurs ressources et leurs problèmes, les solutions envisagées à ces derniers pouvaient se penser et s'exercer sur le même modèle. Or, (nous nous inspirons là encore de Michaël Singleton) ni ce local -à fortiori- ni ce global ne peuvent être le même pour toutes les cultures. Ainsi, dans le cadre d'une culture donnée, sortir du local ne mène pas à quitter le relatif; s'éloigner du local ne rapproche pas d'office d'un global de plus en plus significatif et substantiel. Par exemple, la condition féminine qui pourrait faire sens sous tous les cieux est un non lieu. Il ne peut y avoir une seule et unique condition féminine. De plus, s'écarter d'une situation spécifique vécue par des femmes n'entraîne pas de se rapprocher d'un "essentiel" de la condition des femmes.

La tendance la mieux partagée par les cultures et sous groupes culturels est de naturaliser sa propre conception et vision du monde. Aucune culture n'échappe aux logiques et figures de l'ethnocentrisme. Pour un quidam dans un lieu et un langage, seule une culture importe et sert de référence. C'est sans doute ainsi que : "*Un Tout n'est pas automatiquement plus grand que ses parties ; beaucoup de Touts sont en fait des parties qui se prennent pour le tout; et d'autres n'ont que les apparences d'un Tout puisque leurs parties pèsent plus que l'ensemble.*"⁷

Et aussi, en "socio" "logique", il n'est pas possible de changer de lieu ou d'échelle sans que "tout" change : "*Le changement d'échelle du global au local, les rapports des hommes entre eux et avec leur environnement changent de fond en comble au fur et à mesure que l'on s'éloigne du local. Il ne s'agit pas d'un changement d'échelle mais carrément d'essence.*"⁸

⁷ Michaël Singleton : "Du global au local, changement d'échelle ou d'essence ?" - Laboratoire d'anthropologie prospective - UCL - 1990, article p. 3

⁸ ibidem

De ce point de vue, l'importation d'un modèle, d'une pensée conçu en un lieu vers un autre lieu transforme le lieu et/ou le modèle. Dans une relation interculturelle qui respecterait un *minimum d'égalité* interculturelle, apprendre à saisir les logiques à l'œuvre dans d'autres systèmes participe non seulement du minimum de considération mais du minimum pour un minimum de pertinence voire, peut-être, d'efficacité.

▪ Le renforcement des motifs de la peur et des logiques sécuritaires qui en découlent : Pas moins que d'autres modèles ou analyses, le DD semble pouvoir se nourrir de la peur et de la menace. Il confirme ainsi les motifs de crainte qui justifient toutes sortes de replis et d'attitudes sécuritaires. *"Non seulement les politiciens profitent d'une politique de la peur pour imposer de manière autoritaire et arbitraire leurs solutions à des problèmes environnementaux, localement ou globalement urgents, mais aimeraient bien que les scientifiques se mettent vite d'accord et absolument sur la nature même des problèmes en question ainsi que sur leurs seules et uniques solutions. Ces problèmes renouent avec le caractère invisible et donc insaisissable des phénomènes qui faisaient (sur) naturellement peur autrefois. ... en effet que cela soit au niveau micro (les molécules responsables de la vache folle) ou macro (le trou d'ozone ou les retombées de Tchernobyl), le commun des mortels, ne voyant littéralement plus rien, à tout à craindre. ... Paniqués, le peuple aussi bien que ces politiciens cherchent la (r)assurance auprès des scientifiques ... qui réduisent tous mystères au statut de simple problème; c'est la maîtrise technoscientifique du milieu."*⁹

Notre modèle de développement paraît mener dans des impasses, de fait. Les catastrophes écologiques et d'autres fléaux appartiennent à ses conséquences mais la stimulation du "régime de la peur" est une mauvaise réponse. Elle attire dans de nouvelles impasses. Mondialement connu et utilisé par divers genres de "gouvernement", l'Histoire démontre que le "régime de la peur" ne produit jamais d'émancipation et la stabilité qu'il affiche est une pellicule mince d'apparence. Une logique de développement humain et soutenable devrait en examiner les sources, les vecteurs et les buts. Si "l'erreur est humaine" et "rien n'est parfait en ce bas monde", la conscience de nos fourvoiements peut déboucher sur autre chose que le repli terrorisé d'une société dépressive qui attend du psychiatre (par exemple) une réponse sur son éventuelle incurabilité.

Nous reviendrons plus loin sur la question du "régime de la peur".

- *Les horizons, les conditions et les questions*

▪ Le DD contient et reproduit tous nos paradoxes : la difficulté à articuler l'action et la vie des individus et celles des collectifs, d'une part. D'autre part, les vœux et principes de citoyenneté qui impliquent la concertation et la participation des acteurs ou ceux de la diversité culturelle devant impliquer des gestions et développements environnementaux, économiques et sociaux articulés et très contextualisés risquent d'en rester au stade de vœux pieux ou de principes morts si nous n'opérons pas des changements de cap dans les orientations de notre propre développement. Ils sont obligatoires pour prétendre conserver un dialogue honnête et respectueux entre les acteurs tant du Nord que du Sud. Qui gagne et qui paye? Qui paye qui et pour faire Quoi? Est-il possible de vendre et d'acheter des droits de polluer? Doit-on permettre de vendre à perte pour attirer les clients dans les grandes surfaces mais par ailleurs pressuriser la masse salariale et évacuer les "charges sociales", protection des travailleurs, pour diminuer les prix des denrées produites. Qui, quoi, quelle facture est diminuée ? Qui, quoi, quels bénéfices sont augmentés ?

⁹ Michaël Singleton : syllabus de cours DES en Développement, Environnement, Population - UCL 2002 - p. 36

- Les déséquilibres étant, les problèmes subsistent. Les zones de pauvreté, de manque et de mal être sont-elles supportables au prétexte que "le développement" participe d'une vision occidentale du monde qu'il conviendrait d'enrayer ?

- La logique de progrès et d'innovation en Occident, menée en effet sans principe de précaution ni anticipation quant à l'analyse des risques, a produit beaucoup de moyens technologiques, e.a. Le "Sud" aurait-il repoussé ces moyens dans le cas où le "Nord" se serait révélé moins expansionniste mais plus autarcique ? Les échanges et emprunts culturels qui ont toujours existés se seraient-ils interrompus au seuil de la technologie ? Combien de temps ? Le "Sud" est-il incapable de résister ou de s'accaparer et de pervertir nos modèles ?

- En regard des deux remarques précédentes, le "Sud" refuserait-il le "développement durable" dès lors que celui-ci agirait dans le respect des acteurs, de leur monde physique et symbolique ? Ou bien, ce "Sud" rétorquerait-il à bon droit que plutôt que de suspendre toutes initiatives de développement, le "Nord" doit avant tout modifier son mode de vie, ses modes de consommation, de production et les contenus de cette production ?

Dans ce cas,

- La concertation des acteurs qui doivent être pris et reconnus là où ils sont, dans leurs univers fonctionnels et culturels. Les bénéficiaires ou partenaires du projet doivent en être les acteurs immédiat et participer à tous les stades de sa mise en œuvre : conception, fonctionnement, amélioration, évaluation ... Les acteurs autour de la table doivent pouvoir exprimer des intérêts divergents et ils doivent être collégialement examinés et traités. Les conflits doivent y être constatés et les différences reconnues; de même la possibilité d'inventer des solutions.
- Le travail d'analyse des besoins des personnes et des peuples exprimés par eux même, là où ils sont, avec ce qu'ils ont comme référentiels symboliques, comme ressources et comme difficultés; la participation obligatoire des populations aux décisions qui les concernent, aux choix qui détermineront une part au moins de leur existence, choix -pourquoi pas négociés- mais en tous les cas établis à partir d'une information correcte; autant d'éléments qui nous font supposer que le DD n'est pas un modèle mais une voie possible de réflexion et qu'il reste de toutes les façons insuffisant s'il n'est pas vigoureusement confronté à la critique par le débat, la logique, la dialectique et l'éthique.
- Les mises en œuvre concrètes sont avalisées et engagées dès lors que les impacts du projet sur l'environnement, sur les ressources et sur la société sont connus et analysés, ayant fait l'objet d'une délibération éclairée. Il s'agit bien de "peaufiner" l'articulation "société, environnement, économie". Par exemple, la préservation des arbres ne peut pas entraîner les mauvaises conditions de travail ou de vie des personnes concernées par le projet "arbres". Ainsi, l'argumentaire selon lequel : "le gestionnaire responsable d'un projet en développement durable n'est pas là pour sauver la planète ni pour s'ingérer dans le mode de vie et l'histoire des autres (ce qu'il fait pourtant). Il devrait "simplement" faire en sorte que l'entreprise respecte les nouvelles normes de qualité environnementales" doit être battu en brèche. L'aménagement écologique qui n'engagerait pas certains acteurs à un meilleur souci des conditions de travail des personnes "locales" parce que se préoccuper de la dégradation du milieu de vie suffirait n'est pas acceptable. La posture permettrait de continuer à produire (y compris n'importe quoi) mais en évitant les conflits sociaux ou les polémiques avec les consommateurs somme toute trop participatifs. Cette position n'appartient pas, de notre point de vue, à une logique de DD.

Nous insistons particulièrement sur le maintien de cette exigence critique élevée car elle peut être la garantie d'actions vraiment neuves dans leur conception et dans leur orientation concrète. Il est vrai qu'il existe un phénomène de mode autour du vocable de "développement durable" que certains usages dénaturent ou dont certains projets travestissent les objectifs et l'esprit. Le DS contient ses propres hiatus. Il ne peut être une tentative réparatrice du mal développement. Pour seul exemple, le critère de la question de la justice et de la justesse pour tous reçoit-elle un traitement adéquat ? Il est ainsi capital d'interpeller les programmes qui se donneraient des apparences de DS mais n'en serait pas, échappant au respect minimum des consignes fondatrices.

Voilà brièvement présentées, quelques pistes critiques qu'il serait, de notre point vue, néfaste d'ignorer et si l'on souhaite réduire les risques lié à l'usage du concept de DS; entre autre celui d'être manipulé par une "bonne" apparence et de suivre ainsi insouciant un chemin infernal quoique pavé de bonnes intentions. Le DS ne peut donc être utilisé comme une nouvelle religion dont les dogmes intouchables seraient interdits d'interpellation. Il doit être un processus chaque fois recommencé et en tous les cas de figure il exige des transformations dans nos sociétés du Nord; transformations lourdes à mettre en œuvre, un travail lent à s'accomplir.

COUP D'ŒIL SUR NOTRE CONTEXTE DE FORMATION DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

Nous vous proposons ici un bref aperçu de notre public étudiant, candidat à la formation en travail social, du contexte sociétal dans lequel ils sont comme nous-mêmes baignés et des tensions que nous vivons au quotidien dans les institutions mandatées pour la formation. Ce rapide détour nous permettra d'ancrer la construction de notre objet de réflexion dans la formation des travailleurs sociaux.

Cette présentation de notre milieu de travail est évidemment basée sur des faits, des propos, des observations, tels que nous les avons perçus. Elle fait apparaître un monde étudiant "*étrangement ambivalent*" c'est-à-dire, à la fois très hétérogène en termes d'origine culturelle, de passé scolaire et d'expérience de vie, d'intentions professionnelles mais aussi "*relativement conforme*", traversé par un dénominateur commun, à peine perceptible sous certains angles mais présent, sorte de fil ténu ou plutôt de toile tissée en large part par les médias et les télécommunications.

Notre lecture des tensions vécues par le milieu de la formation et mises ici en évidence (individu/société, transmission/émancipation) procède aussi à notre positionnement.

- *Les étudiants de l'ISFSC*

Nous enseignons dans une HE située dans un quartier de Bruxelles, qui est habité et fréquenté par des personnes et des groupes d'appartenance culturelle multiples et variées et de milieux socio-économiques divers (ouvriers, employés et travailleurs illégaux, réfugiés, clandestins). Ainsi, cohabitent d'anciens bruxellois, des jeunes couples d'écologistes plutôt branchés, une forte concentration de communautés maghrébines et turques, des immigrés politiques et économiques venus d'Afrique ou des pays de l'Est, des étudiants assez nombreux sur ce territoire à proximité du centre de Bruxelles Capitale.

L'institut accueille des candidats travailleurs sociaux mais aussi étudiants en communication et écriture multimédia. Nous vous proposons des éléments caractérisant plus précisément ceux qui s'inscrivent dans la formation sociale.

Les jeunes adultes proviennent d'horizons scolaires très différents et l'hétérogénéité de notre public est autant liée à ce parcours de formation qu'à la qualité de cette formation de base.

Quoiqu'ils soient nombreux à partager des difficultés d'écriture et une certaine paresse à la lecture, notre public est hétérogène dans le rapport aux compétences, aux savoirs ou à la notion même d'apprentissage. A titre d'exemple, les mécanismes d'autocensure : en ce sens que la liberté de poser des questions pertinentes, d'interpeller n'est pas quelque chose d'acquis pour tous. Nous y reviendront plus tard.

Une partie d'entre eux attend de notre école le diplôme de bachelier qui leur permettra de s'orienter ensuite vers des masters où sont préférés l'anthropologie, la sociologie, la criminologie, les sciences de la famille et de la sexualité, la psychologie, les sciences théâtrales ou les sciences du travail.

Pourtant, les candidats inscrits dans la formation et qui semblent désirer le diplôme pour accéder à un rôle "d'acteur social professionnel" ne sont pas pour autant minoritaires.

Il n'est pas rare qu'ils aient eu affaire à des AS ou à des éducateurs sociaux au long de leur parcours scolaire, familial ou dans leurs loisirs (animations de quartier, activités parascolaires) et ce contact *positif* avec des intervenants sociaux a déterminé leur choix d'étude.

Les étudiants ont des représentations du métier très différentes. Leurs motivations professionnelles varient. Certains viennent étudier pour « aider les gens » à rentrer dans le droit chemin, à s'intégrer, alors que d'autres cherchent à transformer la situation des personnes qu'ils estiment être des victimes. Ils se retrouvent par contre et dans l'ensemble autour de leur désir de solutionner les conflits et de créer la paix. Dans l'ensemble, ils n'aiment pas le « conflit », la tension, les contradictions ni les paradoxes qui menacent un ordre social acceptable.

S'ils se prêtent au débat « contradictoire », ils « n'influencent pas les autres » car « chacun peut penser comme il l'entend ». C'est la seule liberté d'expression de chacun qui est l'objectif de tels débats. « Chacun ses valeurs » reste un must. « Chacun fait ce qu'il veut ». « Toute opinion se vaut et, de manière générale, les goûts et les couleurs ne se discutent pas » même si on a gagné le droit de les dire.

La conscience et la compréhension du contexte institutionnel dans lequel ils vivent et dans lequel ils seront amenés à professer est aussi très inégale et fluctuante mais majoritairement sous-estimée en début de cursus.

Les étudiants expriment souvent sans détours que la découverte de la complexité des phénomènes sociaux nourrit le sentiment d'impuissance ou le besoin de renforcer des pratiques sociales du contrôle.

Si l'on en croit les choix de stage et de pratique professionnelle qu'ils font et le sens qu'ils donnent à ces choix, il nous semble qu'un grand nombre d'étudiants "se réfugient" dans des pratiques affectives et régulatrices. Ils sont des individus dans une société individualisante (atomisée) où le "travailleur social" est celui qui remet la personne sur le droit chemin grâce à une « relation de confiance » interindividuelle marquée par la dimension affective.

Le travailleur social est aussi le professionnel du « lien social » qu'ils qualifient d'affectif et orientent vers une manifestation du respect sinon de la tolérance. Dans ces pratiques, ils cherchent des réponses qui existent à des questions qu'ils n'osent pas toujours ouvertement poser. Et, quand ils osent une question « impertinente », ce sont les pistes de réflexion qui pourraient y donner suite qu'ils n'osent guère explorer.

L'intérêt pour des pratiques moins centrées sur l'aide individuelle (conçue dans la confiance et le respect) mais plutôt vers une implication collective (travail de quartier ou dans des associations plus "militantes" : droit au logement, sans papier ...) existe. Lorsque ces terrains ont "déçu", le motif en

est souvent que "les populations ne sont pas mobilisées" ou "que le politique n'apporte pas les réponses utiles".

Ils paraissent attendre du monde politique -et du droit- la solution aux problèmes décelés sur leur terrain. C'est le politique qui donnera les moyens (et la permission de penser) ou ils ne pourront rien faire. C'est le politique qui permettra l'action ou celle-ci ne sera pas. Le politique se joue pour eux hors de l'ancrage concret des personnes dans la société. Il ressemble à une entité extérieure à eux-mêmes mais aussi à la société. Ils ne semblent pas se vivre appartenant à un corps social qui produit ou dont émerge le politique.

Les étudiants estiment parfois ne pas posséder les outils nécessaires pour agir sur ces terrains.

Ajoutons que les étudiants vivent dans un monde -et le reflètent- où perdurent les guerres et les violences « civilisatrices », des pratiques sociales inquiétantes, « néohygiénistes », du biopouvoir, ils doivent prendre la mesure des problèmes écologiques, des injustices et oppressions nouvelles et souvent complexes parfois lointaines mais aussi souvent très proches (même extrêmement proches) d'eux. Notons aussi que dans ce monde en pleine mutation, ils vont dans les années à venir faire face à la crise annoncée de notre modèle économique en tant que citoyens, candidats à l'emploi mais également, dans l'emploi, en tant que travailleur agissant pour beaucoup d'entre eux au cœur des articulations les plus sensibles du système; là où les symptômes des crises se font les plus visibles et les plus douloureux : immigration, insertion socioprofessionnelle, grande précarité, maltraitance ...

Outre l'expérience concrète et singulière de ce contexte en tension, nos étudiants en perçoivent l'écho, réaliste ou virtuel, par le flot, un flux continu d'informations véhiculé par les technologies de la communication et les médias de masse. Nous y reviendrons dans le paragraphe suivant.

Les visions du monde, des cultures, des liens sociaux et des perspectives à soutenir ou à créer sont peut-être à décoder aussi à partir de ces constats et non pas uniquement à partir de l'hétérogénéité des compétences telle qu'écrire sans fautes d'orthographe. Ceci entraînant des perspectives de travail très différentes de celle de mettre en place l'un ou l'autre dispositif pédagogique pour combler les lacunes du système scolaire qui précède (et qui est lui-même devant les difficultés citées).

En bref, le public étudiant dans notre institut change et cela nous interpelle non pas parce qu'il ne devrait pas changer mais parce que notre proposition pédagogique est à revisiter, nos options de travail sont à questionner et à transformer. Nos problématiques d'enseignants sont liées aussi à ces mutations et ne se régleront pas par des petits dispositifs par ci par là qui n'ont pas de liens entre eux ni même avec la réalité de ces jeunes adultes.

Soulignons que le caractère du métier de l'action sociale, de l'aide ou de l'accompagnement social demande de comprendre des situations très complexes et de les interpréter à partir des savoirs dont nous disposons. Cette interprétation fera office de connaissance et va fonder les bases de décisions qui engageront soi-même comme l'Autre.

Les mécanismes d'autocensure dont nous avons parlé plus haut ne permettent pas aux étudiants d'être à l'aise et de prendre des risques de se décaler du « bien penser » et des leitmotifs résonnant dans une presse quotidienne et grand public. (*par exemple : les jeunes ne doivent pas traîner dans les rues car ils sont en danger*).

Ainsi, les étudiants peuvent-ils se permettre de s'interroger sur la société, le juste, la liberté et l'égalité quand ils sont profondément divisés par des doctrines religieuses, philosophiques et morales parfois incompatibles ? Les professeurs et maître de stage sont eux-mêmes dans cette situation.

- *Le contexte global des sociétés occidentales*

L'idée du "régime de la peur" est évoquée par divers analystes de la société contemporaine. S'il fallait se convaincre de sa présence, il n'est besoin que d'observer le discours des médias ou un certain nombre de dispositifs conçus pour gérer la violence sociale. Toutes les sociétés ont tenté de maîtriser la violence encore qu'elles aient aussi produit des espaces où la violence restait valorisée comme par exemple dans l'éducation des garçons ou, aujourd'hui, dans la vision de "l'enclave politique". Cependant, le système qui paraît s'installer actuellement dans des villes de l'Europe n'est-il pas d'une tout autre nature ? Les médias, vecteur non négligeable de la communication sociale, relayent ou participent à l'instauration des climats d'angoisse. La peur est partout : dans les « crises » économique et financière, le chômage croissant et la transformation contrainte des statuts professionnels, dans les protections sociales non durables, dans les violences relationnelles et particulièrement celles faites aux jeunes ou celles des jeunes, dans le contexte d'un monde en conflit où les guerres et les crises économiques provoquent -de plus- des migrations désespérées, dans le réchauffement climatique et les dégradations écologiques aggravées. L'angle de la microsociologie n'est pas délaissé. L'état des catastrophes se lit dans l'approche des phénomènes sociaux posée en terme de « crise » : « crise » du couple, de la famille, « crise » d'identité des jeunes sans "re-pères", « crise » de l'éducation, de l'enseignement, de l'emploi, multiplication des maltraitances ... La menace est omniprésente. Le sentiment d'insécurité est cultivé en tous sens, polymorphe, affiché ou insidieux. La situation semble d'autant plus douloureuse que la science et le droit déçoivent, paraissant avoir promis des solutions radicales tant aux problèmes de maîtrise physico-biologique et technique qu'aux problèmes de relation et de coexistence. L'espoir qu'avait fait naître le progrès en termes de supériorité et de puissance de l'homme dans l'univers s'amenuise. Les espaces laissés béants sont occupés tantôt par l'impuissance ou quelques revendications de droit; et, dans tous les cas par l'incertitude lorsque tardent à venir les explications des experts scientifiques de tous bords économistes, biologistes, physiciens, psychologues, sociologues ...

A l'écoute des médias, il devient évident que l'inépuisable refrain sur l'insécurité agit comme un facteur d'immobilisme et de repli. L'impuissance aperçue enclenche une spirale infernale de sentiments d'inquiétude et d'impuissance où l'être humain peut croire qu'il a perdu toutes chances d'influencer son destin. Dans le giron de l'impuissance s'accumulent méfiance et dépit à l'égard du droit, de la science et du politique de qui pourtant toutes les solutions sont attendues et bien qu'elles apparaissent presque toujours décevantes, insuffisantes. Situation très paradoxale donc où les dangers annoncés et les peurs entretenues peuvent s'accomplir en offrant de quoi déployer des tyrannies. Le discours de la peur est difficile à rompre mais engendre de nouvelles peurs et nouveaux sentiments d'impuissance.

Le discours de la peur, le cortège de crises et de sentiments d'insécurité qu'il draine, l'aliénation aux solutions sécuritaires et autoritaires qu'il engendre menacent profondément les fondements et le fonctionnement de la démocratie. La perte de confiance dans ce modèle de gouvernement n'est pas un moindre enjeu auprès de générations qui, dans nos pays, n'ont connu que lui. Elles n'imaginent pas ce que signifie la perte d'une liberté qu'elles tiennent pour acquise.

Nous reviendrons sur les discours détracteurs de la démocratie dans un prochain chapitre où nous traiterons précisément de son sens et de ses processus.

- *Des tensions dans le champ de l'éducation et de la formation*

Les établissements de formation ont fait et feront encore l'objet d'analyses nombreuses et approfondies. Nous ne nous saisisons là que de quelques repères critiques.

Voici quelques remarques sur individualisme/démocratie/intérêt public ou commun pour attaquer les fantasmes du déchirement du corps social par le déploiement de l'individualisme ou de la perte de la liberté individuelle dans la définition du bien commun.

Le domaine de l'éducation et de la formation est sans aucun doute l'un de ceux où la distanciation critique des enseignants à l'égard des effets non voulus de leur pratique a le moins pénétré. L'adéquation transparente du résultat au projet est supposée ici plus qu'ailleurs aller de soi. La « crise » et les mutations de « l'école » ne sont-ils pas des indicateurs de la difficulté centrale de notre société à se représenter elle-même et à se figurer son action ?

Une tension forte traverse pourtant aujourd'hui de part en part le champ de la formation et impose des torsions au cadre de l'enseignement : la formation en vue de la promotion de l'individu et de l'égalité, d'une part; et, d'autre part, la formation comme espace privilégié de la socialisation. L'école doit donc produire un modèle éducatif qui intègre deux logiques : celle de l'exercice de droits individuels et celle de la production du lien et du lieu collectif.

Du côté de l'individu, l'accroissement de la variété des parcours et du nombre d'étudiants et le développement du droit des étudiants sont des facteurs de l'accélération de la dynamique d'individualisation en milieu scolaire. La multiculturalité des classes n'est pas sans impact et, plus largement, le contexte général de la "société d'individus" est déterminant.

Du côté du collectif, cette même hétérogénéité des classes et, globalement, l'évolution de la conception et de la représentation de nos institutions rendent complexe l'édification et la transmission de normes clarifiées et univoques, établies pour la pérennité.

L'école prend donc de plein fouet les paradoxes de la société contemporaine. Paradoxe d'une institution holiste dans son principe, l'école retourne l'exercice de la contrainte collective au service de son contraire : la promotion de l'individu, écrit Marcel GAUCHET¹⁰.

Une autre tension forte dans laquelle se trouve l'institution de formation émerge quand d'une part, la formation dispensée doit répondre à des « besoins du terrain », en termes de compétences et de savoirs mal identifiés mais bien revendiqués et quand, d'autre part, il s'agit de former des professionnels émancipés, créatifs et innovants dans ces mêmes pratiques d'action.

De notre point de vue, c'est au cœur du processus démocratique que peut émerger l'articulation des pôles individu et collectif. Sans modèle assuré d'emblée, amenée de par sa nature même à contribuer à reconfigurer notre univers symbolique, l'école peut et doit être un lieu démocratique où est transmise et s'expérimente la démocratie. L'école occupe une place très particulière dans notre société, au point d'articulation par excellence problématique entre droits individuels, l'expression de l'individu et contrainte collective.

En clair, cela signifie d'en finir avec le slogan "pas de politique à l'école". Cela revient aussi à réinventer les options et les articulations pédagogiques entre logiques de transmission (apprentissage et restitution) et logiques de construction (analyse et élaboration du savoir).

En quelques mots, les établissements d'enseignement doivent préparer des individus à une profession tout en participant à la redéfinition permanente de celle-ci et du « développement » de la collectivité qu'ils servent. Les étudiants doivent à la fois acquérir des outils d'analyse, de débat et d'action pour s'intégrer à un monde professionnel dont les pratiques complexes. Ils doivent aussi s'en émanciper pour pouvoir agir dans une société qui au jour le jour étouffe et refoule les différents « conflits » au nom de la paix sociale et la sécurité de chacun.

¹⁰ Marcel Gauchet : La démocratie contre elle-même - ed.Tel - 2002

TRACES ET QUESTIONNEMENTS A PROPOS DU DEVELOPPEMENT SOUTENABLE/DESIRABLE DANS LA FORMATION SOCIALE

Les propositions qui suivent ne s'apparentent ni à un référentiel pour la formation des travailleurs sociaux ni n'ambitionne aucune exhaustivité dans le relevé des pistes à explorer. Nous n'avons pas les moyens d'une telle investigation. Nous énonçons quelques axes de réflexion, des orientations qui, en regard de ce qui vient d'être identifié, paraissent s'imposer à notre pratique d'enseignement dans la formation sociale. Ces axes conduisent aussi bien à penser la relation pédagogique comme les méthodologies professionnelles : la forme appelant le contenu et le contenu sa forme, la question de la démocratie, par exemple, interpelle autant la relation pédagogique que la méthodologie de l'intervention ou les contenus des cours. Nous ne cherchons pas dès lors une classification de nos items mais invitons à les regarder dans l'interaction entre forme/contenu, méthode pédagogique/méthode de TS ..., à la façon d'une mise en abîme au théâtre.

- *Retour sur la démocratie : bonheurs et malheurs d'un concept*

Le DS doit être soumis à la critique même si l'exercice de la raison informée est de mise en œuvre délicate. Si les concepts flous du DS évitent d'être prescriptifs, ils sont plus fragiles et plus exposés aux manipulations marchandes ou politiciennes. Cependant, ils peuvent aussi, en travaillant leurs conditions d'application, révéler des possibilités d'améliorer en même temps le sort de la planète et celui de ses habitants. Nous ne pensons pas pouvoir éluder purement et simplement un concept qui habite tant de programmes et d'appels à projet. Ne pas en parler dans la formation sociale alors qu'il entre dans les pratiques sociales, ne nous paraît pas moins problématique ou discutable que de l'y voir, polycéphale, devenir la planche de salut des intervenants sociaux si souvent immergés dans des situations complexes, confrontés à des questions difficiles.

Nous posons d'accepter le principe de développement s'il s'agit de dispositifs construits par des populations en relation avec leurs besoins, dans rapport dialectique à un environnement -humain, physique, institutionnel, culturel- où elles peuvent disposer de l'information pour analyser leurs ressources et leurs déficits et pour définir et réaliser leurs objectifs.

Nous posons donc qu'il s'agit d'une interaction forte entre la société, son environnement et la production symbolique et matérielle utile à son fonctionnement. Cette interaction implique un haut niveau de concertation et de participation. De cette façon, un DS doit être investi par la pratique de la démocratie. De même, du point de vue de ses contenus, lorsque le DD intègre à ses programmes l'éducation à la citoyenneté, il fait resurgir la nécessité de s'initier et de pratiquer la concertation et la participation, soit cette même démocratie.

L'expansionnisme polysémique même du concept de DS ou son instrumentalisation peut rencontrer des balises dans cet exercice; et, le débat sur la démocratie se réactive nécessairement aujourd'hui dans le cadre d'une réflexion sur le DS. Ainsi, nous ne pouvons accepter le DS qu'au sein d'un exercice exigeant de la démocratie où celui-ci deviendrait "praticable" et intéressant, différent dans son principe et mise en œuvre de la seule praticabilité de la rationalité économique. La démocratie existe comme critère à la fois dans son principe et dans son application.

Or, dans cette perspective, il est adéquat de revenir une fois encore à l'exploration de nos conceptions de la démocratie, de notre système démocratique, de son fonctionnement et de sa pratique. Sur cette exploration reposent en partie les chances d'avancer vers un développement qui pense l'humain dans son milieu mais en interaction avec d'autres milieux et un mode de vie à la fois plus mesuré au Nord comme au Sud, plus créatif et peut-être plus heureux c'est-à-dire libéré de la peur de la menace.

La démocratie dont nous parlons et dont évoquons sans cesse l'esprit ne se réduit pas à la seule démocratie représentative qui n'en est que l'une des formes historiques et culturelles. Au cœur de cette notion, nous plaçons ce qui la caractérise par rapport à tout autre système politique : *la concertation et la délibération*, soit ce que désigne généralement le terme de *participation* (qui outrepassa le court instant de la participation électorale).

La concertation et la délibération, qui mobilisent tous les acteurs concernés -jusqu'au plus périphériques-, se conduisent dans une médiation polémique et constructive entre la liberté (d'expression et de choix autonomes des acteurs) et l'égalité (qui éprouve et soutient l'équité de la décision). Leur processus s'enclenche lorsqu'un acteur se manifeste comme tel, refusant en fonction d'un tort son incorporation à une collectivité qui a distribué les identités et les rôles. Cette possibilité de l'acteur est ce que plusieurs auteurs nomment "la puissance du démos", capable de diviser sur des problématiques, capable d'énoncer l'injuste contenu dans des rapports de force, la constitution d'un rôle, l'état d'un fonctionnement ...

*"La démocratie, écrit Jacques RANCIERE, n'est ni l'autorégulation consensuelle des passions plurielles de la multitude des individus ni le règne de la collectivité unifiée par la loi à l'ombre des déclarations des Droits. [...] Il n'y a pas démocratie simplement parce que la loi déclare les individus égaux et la collectivité maîtresse d'elle-même. Il faut encore cette puissance du démos qui n'est ni l'addition des partenaires sociaux ni la collection des différences mais tout au contraire le pouvoir de défaire les partenariats, les collections et les ordinations."*¹¹

La démocratie telle que nous l'entendons et la comprenons n'est pas une évidence. Elle est un exercice exigeant, complexe et lent. Son processus et sa gestion demande de l'information, du temps, des lieux, de l'initiation aux débats argumentés où sont définis collectivement les problèmes et recherchées les solutions. La démocratie est un beau système humain. Et, de ce point de vue, la démocratie peut d'ailleurs être un espace non virtuel de création de liens dans lequel l'acteur concret construit sa place dans un système qui évolue en interaction avec ses composants. D'un autre côté, la démocratie apparaît comme un contre sens dans un contexte où la vitesse, l'efficacité marchande, sa rentabilité et sa compétition, les hiérarchisations théocratiques, les mécanismes de l'exclusion pourvoyeurs de haines rassembleuses ... voudraient s'imposer.

Les incertitudes théoriques et l'obligatoire réélaboration continue d'un système, qui par définition ne devrait ni se rigidifier ni se dogmatiser, contiennent l'effort démocratique. Il n'y a donc pas à s'étonner, que pour des raisons fort diverses, fleurissent aujourd'hui des discours antidémocratiques diffusés par une certaine presse et soutenus par les raisonnements de quelques intellectuels. Ces discours fort dangereux profitent de la « crise » de civilisation qui affecte l'Etat et ses institutions; de même, ils profitent de la difficulté à conjuguer l'égalité avec le respect des différences culturelles liés aux mouvements migratoires qui s'accroissent et avec le respect des individualités dans la "société des individus" telle qu'elle émerge du projet des Lumières à la fin du XVIII^{ème} siècle.

En deux décennies dans les sociétés contemporaines d'Europe, le mot "démocratie" a connu parmi ces opinions médiatiques ou intellectuelles conservatrices un travail de déplacement et de renversement. Alors qu'en Europe s'estompent les figures emblématiques du totalitarisme de la seconde guerre mondiale et de la guerre froide, le terme de démocratie reçoit, à contrario, les propriétés d'excès voire d'abus et de radicalité habituellement attribuées au totalitarisme.

Ce renversement, énoncé par les voix du politique ou d'un genre d'experts souvent préoccupés de gérer des acquis et du pouvoir, se produit au sein d'une tension paradoxale entre l'excès de l'activité collective qui fait pression sur les gouvernements, d'une part, et, d'autre part, l'excès du retrait individuel qui rend les citoyens insoucieux du bien public mais défiant les gouvernements de répondre à leurs attentes.

¹¹ Jacques Rancière : "Aux bords du politique" - Folio Essai - 1998, p. 67

Autrement dit, si l'activité collective entraîne une participation populaire à la discussion des affaires publiques, l'intensité de la vie démocratique est regardée comme interventionniste, cherchant à interférer dans la délibération et l'action des Etats. Elle serait tyrannique, responsable de la crise des gouvernements. Par ailleurs, la solution, connue depuis Pisistrate -rappelle Rancière-, menace aussi car elle consiste, en orientant les énergies militantes vers des prospérités matérielles et des bonheurs privés, à favoriser l'extension de l'espace personnel des relations où se stimulent aspirations et demandes. Dans cette logique, le repli relationnel et les satisfactions privées sont associés au déclin de l'autorité et au déploiement d'individus et de groupes rétifs à la discipline voulue par l'intérêt commun mais non moins revendicatifs.

Dans les deux cas de figure, la démocratie comme forme de vie politique et sociale est désignée comme le règne de l'excès; et les démocraties, montrées comme ingouvernables, prouvent -c'est ce qu'il fallait démontrer- qu'elles doivent être gouvernées.

Le renversement du discours sur la démocratie s'accomplit. Il transforme la démocratie en régime profondément problématique, l'homme démocratique en égoïste incurable, avide de biens et de droits, et la société démocratique en un désordre ingérable. La démocratie est dévoilée comme la génératrice du désordre quand ce n'est pas qu'elle est désordre *par nature*.

Ces discours prétendent que le désordre inhérent à la pratique démocratique fait le lit des fondamentalismes et extrémismes, ouvre le flanc politique aux populismes de droite ou de gauche car la société a besoin d'ordre pour fonctionner. Ce qui doit déranger dans ce type de propos est que l'ordre suggéré n'est pas démocratique et établi dans les cénacles. Il désavoue non seulement notre propre histoire mais aussi notre capacité à générer un ordre humain, partagé mais aussi mutable. Ces discours s'inscrivent eux-mêmes dans des logiques et pratiques totalitaires et ne prouvent rien quant au bien fondé de leurs orientations ni quant à la légitimité de leur pouvoir.

A ces détracteurs de la démocratie dont Jacques Rancière fournit la critique ci-dessus¹², il est possible d'opposer l'idée de Daniel Innerarity : "*La démocratie n'est peut-être rien d'autre que le système qui reconnaît une valeur positive au caractère ingouvernable de la société.*"¹³

En différentes périodes déjà, les auteurs politiques ou philosophiques ont diversement souligné cet autre caractère de la démocratie. Elle n'est pas un système fini. Les valeurs de liberté, d'égalité et de participation qui en sont les piliers se travaillent et s'articulent en des termes et des modes propres aux époques. Ils représentent des lieux et des formes par où les sociétés déterminent le juste et l'injuste, le désirable et le rejetable. Ainsi la démocratie est-elle insécable de son contexte. Sa perméabilité aux différents composants de ce contexte participe de sa force par son adaptabilité et sa capacité d'intégration d'éléments complexes. C'est là où le système politique aux contours flous, jamais parfaitement aboutis, produit les sociétés les plus stables. Cette perméabilité fait aussi sa dynamique car ces équilibres sont souvent ponctuels et fragiles : la redéfinition continuelle des rapports de force et des positions d'acteurs produisant sans cesse de nouveaux ajustements.

Un courant de la philosophie politique propose de définir la démocratie comme le style de vie - démarche et finalité- des hommes du multiple et la politique comme la transformation du multiple démocratique en principe de vie communautaire.

Rancière pose que "*la politique n'est pas l'art de diriger les communautés, elle est une forme disensuelle de l'agir humain, une exception aux règles selon lesquelles s'opèrent le rassemblement et le commandement des groupes humains. La démocratie n'est ni une forme de gouvernement, ni un style de vie sociale, elle est un mode de subjectivation par lequel existent des sujets politiques. Cette*

¹² Jacques Rancière : la haine de la démocratie - La fabrique - 2005

¹³ Daniel Innerarity : La démocratie sans l'Etat. Essai sur le gouvernement des sociétés complexes - Climats 2006

*double contre-affirmation suppose une rupture avec l'idée du politique comme essence de l'être en commun. Elle aboutit à séparer la pensée de la politique et la pensée du pouvoir*¹⁴

Nous reviendrons dans les prochains paragraphes sur la question du sujet politique. A ce stade, nous posons la démocratie en tant qu'universalisme de liberté, d'égalité et de droit à la participation, capable de résister au gouvernement *sans limite* ou *de l'arbitraire* qui est appelé tyrannie, dictature ou totalitarisme. Nous la reconnaissons ainsi dans ses principes fondateurs mais nous reconnaissons aussi qu'elle est sans cesse à repenser, à élaborer, à revisiter en raison des métamorphoses de ses luttes ou des transformations institutionnelles auxquelles l'évolution des contextes l'entraîne. Son effort et ses difficultés se cristallisent aujourd'hui autour de l'articulation délicate et complexe entre le développement individuel et son expression et celui de la vie collective et de son fonctionnement.

- *Réhabilitation et structuration de la méthodologie du "dissensus"*

Nous avons posé la démocratie comme principe d'égalité entre ses membres, comme *opportunité* de participation à la vie de la cité et possibilité d'y exprimer une position (soit s'individualiser). De même, nous l'admettons comme acceptation de la différence et refus de résoudre les conflits par la violence. Enfin, elle n'est pas, dans notre définition, uniquement parlementaire et représentative mais elle s'élargit à des acteurs «oubliés», à de nouvelles «représentations», à des formes et procédés "locaux" de démocratie si tant est que les acteurs concernés veulent être consultés et se donnent l'accès à l'information pour définir une position et prendre une décision.

Pourtant, une telle description de l'exercice démocratique pourrait n'être qu'une déclaration de principes -une encore- si nous n'envisageons pas d'explicitier la constitution de ce rapport des positions et l'idée "d'élaboration" sur lequel il doit déboucher. Autrement dit, nous ne parlons pas de la démocratie comme la mise autour de la table d'acteurs invités à aboutir à un compromis de type mercantile (je te donne ceci; tu me donnes cela) ou à un consensus généralement qualifié de "mou". *Bien au contraire, nous parlons de la démocratie comme d'un processus dont la méthode est celle du dissensus, qui prend naissance hors de la sphère de la gestion politicienne et dont le travail est de produire une alternative, une voie tierce, une construction nouvelle de solution à un problème ou de mise en œuvre d'un projet : au bord du politique pour faire de la politique.*

Beaucoup d'auteurs parlent à propos de la démocratie de "méthodologie du conflit"; mais le concept est tellement connoté et chargé que nous préférons l'expression de Jacques Rancière, celle de "méthodologie du dissensus". C'est à cet auteur que nous empruntons, dans un ouvrage déjà cité¹⁵, les bases de notre propre perspective.

Une société, communauté, institution, groupe humain se détermine, se caractérise par ce qu'il possède en commun, ce qu'il partage, ce qui l'identifie (différent d'autres). De ce point de vue, il délimite comme un "tout", un "ensemble", un "un".

Le processus démocratique s'enclenche lorsque un (des) membre(s) de ce "tout" vient (nent) énoncer une injustice, une inégalité un *tort subi*¹⁶, une vision différente. Il(s) se détache(nt) de la communauté. Le processus démocratique est détachement, sortie de la communauté et de la naturalité supposée de la société, du groupe, de l'institution. Le processus démocratique est figure

¹⁴ Jacques Rancière : "Aux bords du politique " - Folio Essai - 1998

¹⁵ Jacques Rancière : *ibidem*

¹⁶ Pour la notion de "tort subi" cf. Jacques Rancière, *ibidem*

polémique de la division et re-création. Il s'élabore dans une médiation réclamant information, liberté, égalité et recherche de solutions nouvelles à partir des *oppositions*.

Il s'agit ici d'un choix politique : soit le conflit, les tensions sont étouffés, soit ils sont déployés et proposés à l'analyse avec les personnes concernées.

L'énonciation de l'enjeu et la méthode du dissensus produisent des sujets politiques. Le travail démocratique, le développement de son processus, reposent sur la mise en jeu des positions traitées par leur confrontation et la controverse des arguments. Cette controverse a besoin d'informations, d'espaces, de temps et de moyens (outils réflexifs, discursifs, techniques).

La méthode du dissensus constructif est un lieu où se reconnaît l'intérêt de la divergence de jugements, l'acceptation d'une mise en forme de la confrontation et de la délibération pour examiner des positions et prendre une décision.

Cette expérience est aussi celle d'une gestion de la conflictualité humaine et sociale. La méthodologie du dissensus se présente, dans ce cas, comme une possibilité de dépasser la violence inhérente au vivant, la stratification en "clans" ou en "tribus", la rigidification des positions sans nier leur existence ou leur activité ; comme une possibilité d'utiliser le potentiel "positif" de la conflictualité, d'orienter ses dynamiques en une puissance de création. Cette méthodologie du dissensus permettrait de penser des systèmes autres que ceux proposés par les logiques sécuritaires qui gèrent la conflictualité par le contrôle, en organisant et en légitimant des sphères de domination. De tels systèmes sécuritaires réalimentent ou génèrent de nouveaux foyers de violences.

L'option de la construction du sujet politique et de la méthodologie du dissensus, dans sa pratique, se présente comme "utopie". Nous libérons ce concept des scories chimériques ou illusoire que l'histoire des idéologies lui a prêté pour y voir l'instauration d'une perspective, d'un cheminement vers un "lieu non existant" (u - topos) toujours à construire et à réinventer selon les contextes, les ressources et les problèmes posés. Cet "(E)état" est pour nous le propre de la démocratie : un système politique dynamique et non fini.

- *Retour sur la démocratie : construction du sujet politique et enseignement*

Le travail démocratique (une maïeutique de la démocratie) encadre les interactions entre société, environnement et développement qui fondent les initiatives en DS. L'articulation centrale de cette pratique démocratique est la construction du sujet politique.

La notion de "sujet politique" recouvre deux acceptions :

- un sujet politique indique l'émergence et la définition d'une problématique ou d'un contenu de pensée dans un contexte spécifique et renvoie éventuellement à l'idée de tort subi et certainement à celle d'un enjeu ;
- le sujet politique -être de pensées et de connaissances- désigne la ou les personnes ou groupes (ponctuels ou pérennes) qui se constituent comme acteurs -en paroles et en actes- dans le cadre d'une problématique identifiée, y prennent position et jouent un rôle dans l'élaboration de solutions.

Nous détenons maintenant, ouverts et dépliés, tous les termes qui participent à créer les conditions à partir desquelles le DD peut être un horizon dans la formation des travailleurs sociaux.

Si construire un sujet politique est la cheville centrale de la perspective et de la pratique démocratique, la construction de tel sujet devient un élément crucial de notre enseignement en formation sociale dès lors que celui-ci tient pour horizon l'interaction entre des populations, leur environnement physique et culturel, les besoins qu'elles ont identifiés et les objectifs qu'elles travaillent à se fixer, enchâssés dans un processus de controverse et d'argumentaire.

Ce postulat est capable de relier les divers éléments, critères ou indicateurs que nous avons mis en évidence au long du propos. Examinons rapidement ce qu'il implique et les conséquences qui en résultent pour l'enseignement.

"L'école" peut-elle devenir cet espace où se construisent "ces" sujets politiques ?

Si les études en travail social contribuent à former des professionnels "sujets politiques" et à l'identification de telles problématiques, elles s'inscrivent radicalement en faux du principe "pas de politique à l'école". Il apparaît, enfin, possible de sortir des paradoxes et des doubles liens que ce principe avait établi et maintenu. Pour n'en évoquer que quelques uns :

- Au risque de poursuivre un voyage en Absurdie, "la société" ne peut se complaire dans les plaintes récurrentes sur un (non) citoyen -désinvestissant la sphère publique, replié sur ses bonheurs ou malheurs privés- si elle ne permet pas aux jeunes générations de s'initier et de s'approprier les moyens de la participation à la vie de la cité et à la concertation sur son destin.
- La crainte du Politique à l'école provient de l'assimilation ou de la superposition de ce Politique avec la diffusion d'une idéologie partisane. Nous avons suffisamment démontré que notre vision du politique ne relève pas de cette conception. Lorsque nous parlons de Politique, nous ne parlons pas de conditionnement idéologique partisan mais d'une pratique de la démocratie.
- Les messages, les relations et contenus dispensés à l'école contiennent pourtant du politique. Masqué, inavoué, il ne peut faire l'objet ni d'analyse ni de critique ni de traitement. Cela même est problématique parce qu'un tel enseignement ne procède d'aucune prise de distance et bride l'émancipation nécessaire à la réflexion individuelle.
- Les professionnels du social s'inscrivent dans des domaines d'activité qui sont *par nature* politiques : la lutte contre les précarités et les formes de l'exclusion, le soutien des solidarités, la restauration de publics qui ont connu des ruptures graves dans leur parcours professionnel, social, familial... S'il convient que ces professionnels quittent la seule sphère de l'aide individuelle et des interventions psychologisantes, il importe que les étudiants développent des outils proprement sociaux et ... politiques.

Dans ce contexte, nous pourrions commencer par considérer l'institution de formation comme lieu de réinvention de la démocratie c'est-à-dire comme l'un des lieux où peut se construire un "sujet politique" (dans ses deux acceptions) ; un lieu où peut se penser et se produire une articulation entre l'individu, ses appartenances et le collectif dans un monde complexe. Ensuite, nous pouvons concentrer les efforts de la formation autour de la constitution de cadres généraux qui puissent générer des outils cognitifs, réflexifs et techniques permettant à un professionnel du TS d'intervenir dans une situation concrète, insérée et comprise dans un contexte socio-politique.

Sous l'angle de la relation pédagogique entre le professeur et l'étudiant, les articulations entre logique de transmission et logique de construction d'un savoir doivent être, une fois encore, revisitées. La transmission sous-entend les matières -les démarches disciplinaires et les contenus- que le professeur juge adéquat de proposer à l'acquisition de savoirs par l'étudiant.

La construction d'un savoir par l'étudiant dans l'interaction avec un professeur et les matières est, quant à lui, une dynamique d'appropriation et de transformation (dans la mise en relation des savoirs à sa disposition) que l'étudiant peut développer; moins dans l'esprit de restituer une matière que dans celui de produire une analyse et une méthode d'intervention dont il pourra faire valoir l'argumentaire et la pertinence (ce qui suppose la compréhension des matières).

Du point de vue de la production de compétences, il nous a semblé qu'un cadre générique à toutes celles qui seraient exigées d'un futur professionnel pourrait se désigner par la construction d'une expertise et d'une méthodologie.

Il est nécessaire de nous arrêter quelques instants sur une notion "construire (ou de développer) une expertise" que nous plaçons comme cadre général aux compétences d'un travailleur social. Lorsque nous parlons de développer une expertise, nous indiquons la nécessité et l'attitude rigoureuse qui

conduit à une démarche heuristique et de connaissance fine et approfondie de l'environnement physique, humain, culturel dans lequel se révèle une problématique. Nous parlons d'intégrer l'homme et sa problématique dans leur milieu. Nous parlons de la connaissance du lieu et des conditions de vie, de l'étude des problèmes et des questions tels qu'ils se posent à ce moment et sans pour autant les figer dans une "nature" ou une "ontologie" ; ce qui tendrait à ne plus en permettre d'évolutions. Les approches anthropologiques et sociologiques (sociologie appliquée) pourraient être des outils essentiels sinon indispensables.

Ainsi, la notion d'expertise signifie un processus de connaissances d'un terrain à partir desquelles le travailleur social façonne sa méthode d'intervention. Celle-ci est donc singulière, propre au terrain et aux objectifs du travail sur ce terrain. Le professionnel y développe des habilités.

Autrement dit, nous retenons de "l'expert" la première acception du terme -stricto sensus- celui qui acquiert une grande habileté par l'expérience.

Nous abandonnons la seconde définition du terme -pourtant plus fréquente et familière- qui désigne une personne choisie pour rendre un avis, pour organiser, vérifier et apprécier car cette désignation suppose que le professionnel "sait" de façon incontestable ce qu'il "doit" et ce qu'il "va" imposer aux personnes qui l'ont sollicité ou auprès desquelles il est mandaté. Cette attitude est risquée et mène souvent aux échecs les plus cuisants de l'intervention lorsqu'elle n'engage pas dans des rapports de force improductifs, contre-productifs voire totalement destructeurs.

Il est malheureusement fréquent aujourd'hui que le TS devienne le vecteur de la destruction des liens existants sur le plan local parce qu'il intervient au nom d'un savoir préconstruit ou d'un mandat dont l'interprétation et l'exécution demandent souvent à être réexaminés.

Si une politique sociale est inadaptée au point qu'elle tourne en son contraire c'est-à-dire qu'elle devient une politique anti-sociale, le travailleur social doit pouvoir relayer ce manque d'opérationnalité aux endroits où se réfléchissent de tels dispositifs. Sans quoi, il transforme son propre mandat en «colonisation» et, au nom de ce mandat ou d'un projet, dicte des actions non négociées et sans partenaires.

Dans cette logique, le TS est continuellement exposé à être l'instrument qui permet l'étouffement des conflits liés à la vie commune ou à la gestion d'un problème alors même qu'un usage affiné et professionnel du dissensus permettrait l'émergence de solutions peut-être plus adaptées et donc plus acceptables.

La réflexion sur l'usage socio-politique des outils et sur la possibilité de refonder un humanisme contemporain appartient aussi à ce qui compose le cadre d'une création d'une expertise et d'une méthodologie de l'intervention.

Par ailleurs et sans nous y attarder, il nous semble que dans le monde contemporain, des études en formation sociale ne peuvent ignorer l'impact social et le rôle social que jouent les médias, les technologies de l'information et l'image. Ne pas accorder aux médias l'étude nécessaire qui revient à un tel acteur ressemble à une négation d'une dimension essentielle de la vie sociale.

A la lumière des «exigences» d'un développement soutenable supposant une pratique démocratique, repenser une proposition de formation implique de prendre en compte :

- de façon générale :

- une transversalité nécessaire ;
- une participation des étudiants à la construction des savoirs qu'ils doivent acquérir ;
- une exigence d'esprit critique et de capacité d'analyse, de réflexivité sur soi-même et sur ses actions.

- de façon plus précise :

- une logique de processus et d'heuristique
- une conception d'intégration d'éléments complexes
- une initiation à la confrontation et à la controverse (et à leur mise en forme)
- une analyse des positions

Le développement durable n'est pas un but mais une démarche dans laquelle le TS doit se créer une expertise et se doter d'outils nécessaires pour renforcer la démocratie, ***le pouvoir de penser et d'agir de ses partenaires, de ses publics et de lui-même.***

ADH - SL
Mai 2009